



La satellisation de la France (2007-2012)

Par [Comaquer](#)

Mondialisation.ca, 13 février 2012

[Comaquer Bulletin n° 236 -Semaine 6](#) 13
février 2012

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Militarisation](#)

L'année 2011 et les débuts de 2012 ont constitué une éclatante confirmation de la satellisation de la France par le bloc anglo-saxon, Etats-Unis en tête. Le mandat de Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsa s'achève et tous les actes de la diplomatie française en particulier depuis l'arrivée au gouvernement de l'ancien militant d'Occident, Gérard Longuet et de l'ex-Premier Ministre « droit dans ses bottes » expression empruntée aux officiers de cavalerie d'ancien régime dressés à charger l'ennemi sabre au clair, confirment que la France s'est rangée comme le satellite le plus zélé du bloc anglo-saxon. Oui satellite, car à l'image de ces républiques d'Europe de l'Est que l'on désignait ainsi et avec beaucoup de condescendance du temps de la guerre froide elle a accepté ce rôle de second couteau dans une bande dont les maîtres sont évidemment à Washington.

Ceux et il en existe encore qui souligneront qu'il n'y a pas de troupes étasuniennes sur le sol français devraient comprendre que la subordination stratégique du pays étant acquise, il est moins onéreux de laisser ce sous-traitant docile des besognes impériales les effectuer à ses frais.

Bien sûr les grands médias français qui pour la plupart sont contrôlés financièrement par des marchands d'armes s'efforcent d'entretenir l'illusion que la France décide librement de sa politique internationale voire même qu'elle mène le combat du bloc atlantico-anglo-saxon. Ce travail lui est facilité par le marchand d'illusions que ces marchands d'armes ont largement contribué à porter temporairement au sommet de l'Etat.

Pareil commentaire pourrait paraître excessif s'il ne s'alimentait de faits nombreux et convergents.

- Sur la Libye : A l'exception des organes français de propagande personne ailleurs n'ignore que les opérations militaires contre le régime libyen ayant conduit à son renversement et à l'assassinat du chef de l'Etat ont été conduites par l'appareil militaire étasunien, dans et hors l'OTAN , qui a assuré leur coordination globale et vient de prendre pied directement sur la sol libyen apportant dans ses bagages un chef d'Etat un peu falot (mais on ne lui demandera pas d'être énergique) et qui a l'immense mérite d'avoir la double nationalité libyo-étasunienne et d'être un expert pétrolier.
- Sur l'Afghanistan : l'annonce d'un retrait futur des troupes françaises a suivi de quelques heures la même annonce faite par Obama et la France comme les Etats-Unis restera présente sur place pour former et encadrer les très nombreux supplétifs afghans dont les soldes n'ont guère de chance de provenir des fonds

d'un budget officiel national afghan qui reste celui d'un des pays les plus pauvres du monde.

- Sur la Côte d'Ivoire : Les Etats-Unis ont laissé la France organiser le coup d'Etat militaire contre le Président Gbagbo pour installer à sa place un homme formé à Washington aux disciplines économiques les plus rigoureuses du néocolonialisme. Les derniers développements de la situation ivoirienne font apparaître un certain mécontentement des Etats-Unis qui trouvent que le nouveau régime mis en place « manu militari » par la France qui leur a affirmé péremptoirement qu'elle avait la situation bien en main ne semble pas capable de créer un climat assez apaisé pour être « propice aux affaires ». Une redistribution des cartes est à l'étude à Washington.

Ces dernières semaines ont de ce point de vue été riches d'enseignement

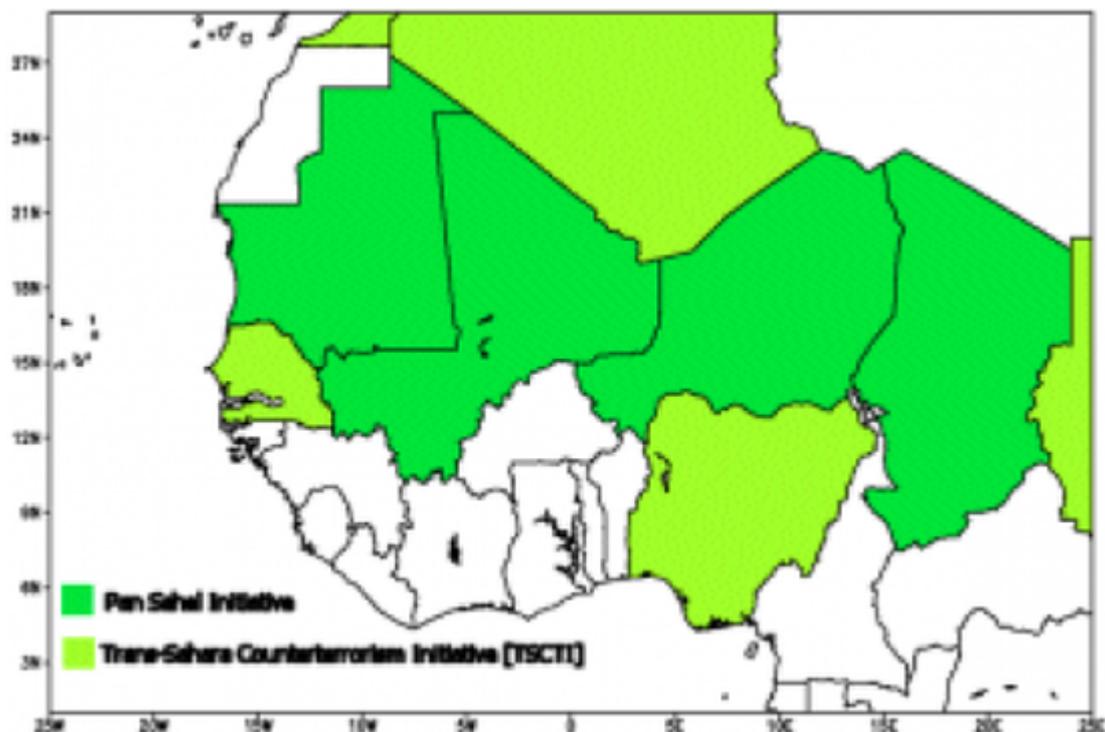
- A la traditionnelle Conférence sur la Sécurité de Munich qui , bien que moins médiatisée, est à la diplomatie ce que celle de Davos est à l'économie étaient présents les Ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis de Grande Bretagne, de Russie d'Allemagne de Turquie, d'Egypte, du Qatar , le Vice-ministre des Affaires étrangères chinois , le Président du Conseil italien, le premier ministre grec , le premier ministre tunisien le secrétaire général de l'OTAN et quelques autres mais ce qui est notable c'est que le gouvernement français n'était pas représenté. Les trois français qui ont pris la parole étaient en effet le général ABRIAL en poste dans l'Etat-major central de l'OTAN qui a parlé au nom de l'OTAN, Madame Claude-France Arnould, diplomate, Directrice de l'Agence européenne de l'armement et Michel Barnier commissaire européen. Les deux premiers se sont exprimés en anglais. Un signe parmi d'autres que la république française est en cours de dissolution dans des institutions supranationales. La conséquence est connue : plus le pouvoir réel se concentre dans ces institutions plus il échappe au contrôle des citoyens.
- La Russie et la Chine ont opposé leur veto au projet de résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU au motif simple que cette résolution appelait à la démission du chef de l'Etat Syrien demande qui outrepassse les pouvoirs statutaires de l'ONU. Les Etats-Unis, le pays qui dans toute l'histoire de l'ONU est celui qui a le plus et de très loin utilisé son droit de veto, ont poussé des hurlements et immédiatement la France a annoncé qu'elle allait organiser une coalition pour imposer dans les faits la résolution bloquée. En bonne logique une telle position devrait conduire à l'exclusion du Conseil de Sécurité car si vous occupez une place importante dans une institution, si vous en avez accepté les règles, annoncer « urbi et orbi » et au plus haut niveau que vous vous moquez des décisions qu'elle vient de prendre et que vous allez conduire des actions extérieures contradictoires avec la décision prise, vous ne la respectez plus et elle peut donc vous considérer comme démissionnaire. Pratiquement cette position vient confirmer que les actions secrètes menées sur le terrain depuis le printemps 2011 pas le bloc atlantico-anglo-saxon pour faire tomber le régime syrien vont se poursuivre et même s'intensifier. La France devient le héraut de cette guerre non déclarée, qui est une des formes du terrorisme d'Etat (en fait des Etats de votre bande) contre la Syrie.

Attardons nous enfin sur les actions du bloc atlantico-anglo-saxon en Afrique. Ces actions

sur ce continent ont pris un tour très concret et très visible en 2011 (voir les cas de la Libye et de la Côte d'Ivoire déjà mentionnés)

Mais elles s'inscrivent dans un plan stratégique plus général qui concerne la totalité du continent. Les attentats du 11 Septembre ont donné prétexte ouvert la porte à deux interventions militaires directes et massives de Etats-Unis en Afghanistan et en Irak. Mais l'installation du « terrorisme islamique » comme ennemi principal rendait en même temps possible des interventions en tous lieux contre un ennemi proliférant et non localisé. L'identification islamique a permis de commencer une mise sous contrôle de la partie Nord du continent africain. Elle a pris la forme de l'Initiative Pan sahéenne (PSI) lancée par les Etats-Unis en 2001 qui a permis de faire pénétrer les forces spéciales, les conseillers militaires et les diverses entreprises mercenaires des Etats-Unis de prendre pied presque partout de la Méditerranée aux pays au Sud du Sahara. Une exception notable à cette pénétration : la Libye où le bloc devait rattraper son retard. Pour justifier cette initiative et cette ingérence militaire il suffisait qu'aient lieu quelques attentats ou enlèvements effectués par des islamistes ou attribués à des islamistes. Il eurent lieu mais si l'on en croit un des meilleurs connaisseurs de cette zone sahéenne l'anthropologue britannique, JEREMY KEENAN qui a mené sur le terrain son enquête et les a relatés dans deux livres solides DARK SAHARA (2009 Pluto Press) et THE SAHARA : PAST,PRESENT AND FUTURE (2007 Routledge) les versions officielles qui de déroulent dans des zones très peu habitées et où les témoins de ces événements indépendants des terroristes comme des services secrets sont rares ne sont guère probantes.

En vert foncé les pays de la PSI et en vert pâle ceux ajoutés pour la TSCTI



En 2005 la PSI s'élargit et se transforme en TRANS SAHARA COUTERTERRORISM INITIATIVE (TSCTI). Quatre nouveaux pays entrent dans son champ d'intervention : Algérie, Sénégal, Nigeria et Soudan. Trois de ces pays sont des pays pétroliers et Le Nigéria est le premier pétrolier d'Afrique et un très gros exportateur vers les Etats-Unis (15% des importations étasuniennes). L'activité terroriste islamique se poursuit sous diverses appellations dans la zone AQMI au Maghreb, BORO HAKAM au Nigeria justifiant la multiplication des manœuvres

interarmées, la fourniture de matériel anti-terroriste et la présence permanente de forces spéciales et d'instructeurs.

En fin en 2007, BUSH décide de la création de l'AFRICOM commandement militaire US unifié de toute l'Afrique, Egypte exceptée. Les initiatives contre terroristes peuvent désormais s'appliquer partout où surgissent des groupes terroristes islamistes : Somalie (AL SHAAHAB) KENYA et OUGANDA (FOUS DE DIEU). Le terrorisme islamique est donc en définitive le meilleur prétexte à une ingérence militaire US généralisée poursuivant deux objectifs : contenir l'influence grandissante des pays du BRICS dans la contient et pas seulement celle de la Chine et sanctuariser les pays pétroliers alimentant les Etats-Unis et en priorité le Nigeria.

Les anciennes puissances coloniales de la zone : France et Grande-Bretagne ont donc vu arriver les USA avec leurs gros RANGERS et ils n'ont guère eu le choix que de se soumettre tout en essayant de ménager leurs intérêts économiques régionaux. La nouvelle alliance néocoloniale est donc formée et elle a un chef à Washington qui, coïncidence, se trouve être le premier président noir - en vérité métis - des Etats-Unis.

Les choses sont tellement claires qu'elles peuvent être écrites et diffusées. Ainsi le HOMELAND SECURITY DEPARTMENT, le Ministère de l'Intérieur des Etats-Unis, a-t-il publié récemment un document concernant principalement le Nigeria qui a été cité sur le site canadien <http://www.globalresearch.org> et où l'on peut lire :

Page 18 : « Un attentat bien coordonné par Boko Haram pourrait avoir de bien plus graves conséquences (NDT sur d'autres attentats dans la zone du delta du Niger qui n'étaient pas le fait d'islamistes), interrompant complètement dans le pire scenario, la production pétrolière nigériane ce qui ferait bondir les cours mondiaux du pétrole et le prix du gaz aux Etats-Unis (NDT le Nigeria est également une gros exportateur de gaz vers les USA). En conséquence les auteurs de ce document recommandent, dans un effort pour combattre l'instabilité croissante qui se manifeste au Nigeria de développer une politique de coopération militaire semblable à celle pratiquée au Yémen qui clairement comprend des assassinats extrajudiciaires et l'utilisation de drones pour des bombardements. »

Page 24 : « Tout comme le triumvirat franco-anglo-américain a orchestré récemment le renversement du régime libyen, les mêmes puissances militaro-industrielles offrent leurs services dans une effort pour partager les ressources domestiques du Nigeria. »

Page 25 : « Dans une récente manifestation d'inquiétude concernant les progrès de Boko Haram, la France a offert son soutien militaire au Nigeria. Rencontrant à Abuja son homologue nigérian Olugbenga Ashira, le Ministre des affaires étrangères Alain Juppé a indiqué : « Nous devons combattre ce phénomène. Nous sommes prêts à partager toute information. Nous sommes prêts à coordonner nos services de renseignement. Nous sommes prêts à coopérer en matière d'entraînement. La France est directement concernée par la question du terrorisme »

Peuples et gouvernements africains sont prévenus : le triumvirat néocolonial est constitué. Sa feuille de route est rédigée à Washington.

COMAGUER

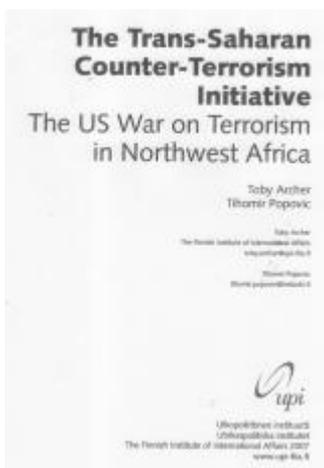
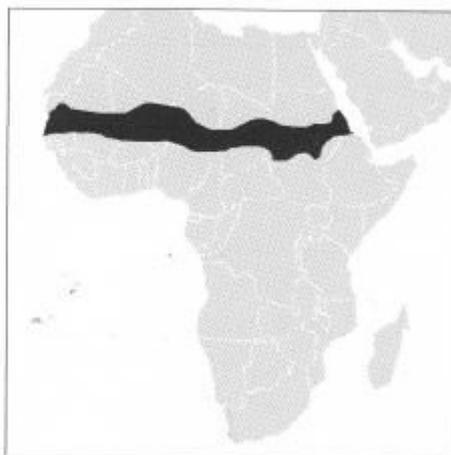
Annexe

L'institut finnois des affaires étrangères a publié un document de 80 pages très complet sur le TSCI d'où nous avons extrait la carte suivante. Elle fait apparaître en noir le « corridor terroriste » qui traverse l'Afrique d'Est en Ouest, sorte de piste cheyenne où les cow-boys étasuniens circulent aussi librement que les terroristes en se jouant des frontières avec le consentement plus ou moins forcé des Etats concernés.

The Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative

Picture 1:

The Sahel region²



COMAGUER

Articles Par : [Comaguer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca